

Chers camarades,

En réponse à la sollicitation des agents communaux CGT des Lilas, voici les positions de la liste Les Lilas Autrement :

En préambule, nous voudrions préciser le champ d'action que nous pensons être le nôtre en matière de politiques publiques, de défense des services publics et des agents communaux et territoriaux.

Notre liste s'oppose aux politiques d'austérité qui mettent à mal la satisfaction des besoins élémentaires d'un certain nombre de nos concitoyens (se loger, se nourrir, se soigner), en répandant précarité et chômage, en étendant la domination d'une minorité de privilégiés sur la majorité de la population dont les conditions de vie se dégradent. Il en est de même pour les agents communaux. Comme les autres, ils font face aux charges incompressibles en augmentation constante, une augmentation du coût de la vie, sans amélioration salariale en perspective. Ce n'est pas à nous de payer la crise ! C'est une tout autre politique qu'il faut mettre en œuvre, et commencer par refuser le pacte de responsabilité irresponsable.

Nous sommes citoyens-militants mobilisés avec le personnel en lutte à la maternité contre la politique de restriction budgétaire commandée par le gouvernement et appliquée par l'Agence Régionale de Santé, avec les enseignants et parents d'élèves pour obtenir les moyens d'une politique éducative juste et décente, enfin tout ceux qui veulent une politique radicalement différente qui fasse le lien permanent entre local et global, justice sociale et écologique.

Nous sommes nombreux sur la liste à être syndiqués et savons l'importance de cet engagement, à l'heure où le rapport de forces ne nous est pas forcément favorable, l'engagement syndical est primordial.

Il ne suffit pas de constater les dégâts comme le font les représentants locaux du parti socialiste, d'évoquer la crise « qu'il faut savoir passer en attendant le retour de la croissance », de s'émouvoir des menaces pesant sur les services publics locaux, de communiquer sur son soutien aux mobilisations, et dans le même temps de soutenir la politique de rigueur du gouvernement qui les provoque en continuant à soutenir une logique économique destructrice pour les hommes et la planète. Nous en appelons donc à de la cohérence politique entre position locale affichée et position nationale clairement revendiquée.

Nous refusons le dogme selon lequel les collectivités territoriales seraient en partie responsables de la dette publique. Le budget devra être établi en accordant la priorité aux besoins sociaux et environnementaux, sans céder à l'idée que seul l'investissement est vertueux et que les dépenses de personnel sont les premières à devoir être réduites.

A la question de savoir quelle serait notre action en tant que responsable des services municipaux pour défendre des moyens supplémentaires (moyens qui n'incombent pas directement à une commune) nous avons souhaité pour commencer vous faire part de notre positionnement en faveur d'une politique alternative à l'austérité qui fragilise les services publics et les finances des collectivités, et notre appui et participation aux mobilisations locales essentielles pour l'amélioration de la situation des agents communaux et plus largement des Lilasiens.

Aussi, nous sommes une liste porteuse d'émancipation, de progrès social et écologique. Cela passe notamment pour nous par un refus d'externalisation des services, la sortie des privatisations à échéance des contrats (service nettoyage des écoles), la fin des rentes de situation accordées « par la grâce » de la Délégation de Service Public (eau), le refus des partenariats Public-privé.

Rien n'est possible sans les agents communaux, des acteurs au service de la population. Aussi, nous travaillerons au plus près de tous les agents de la commune. L'humain que nous revendiquons est un aspect que nous n'oublierons pas pour les agents communaux. Nous serons tout aussi disponibles, à l'écoute et à l'accompagnement pour les Lilasiens que pour les agents.

A ce titre, dès notre arrivée à la Mairie, nous organiserons à la fois une rencontre avec les représentants des agents mais également une rencontre plus large des agents communaux avec la nouvelle majorité municipale.

Nous proposons un programme pour améliorer leurs conditions de travail et lutter contre la précarité.

- Refuser d'utiliser les contrats aidés comme effet d'aubaine sur des emplois permanents substitutifs de postes de fonctionnaires
- Lutter contre la précarité en poursuivant activement la politique de titularisation, objectif de 100% dès que possible, en permettant aux agents d'accéder à des CDI à temps plein, en facilitant l'accès à un emploi pérenne pour les agents en contrat aidé et en luttant contre les temps partiels imposés.
- En finir avec le recours à l'emploi précaire (vacation et stages) sur des emplois permanents de la Ville.
- Politique d'avancement de grade, de passage d'échelon, de promotion interne et accompagnement des agents à la progression dans leur emploi.
- Politique de développement de l'emploi dans les nouveaux services publics que nous proposons (crèches, cuisine centrale etc.).
- Privilégier les horaires de travail en journée pour le personnel de ménage.
- Renforcer la parité dans les postes à responsabilité.
- Prévoir la mixité dans le jury de recrutement.

Pour nous, le maintien des avantages acquis est un principe. Nous travaillerons avec le personnel et leurs représentants pour poursuivre l'amélioration des conditions sociales et professionnelles.

Sur la question du Comité des Œuvres Sociales, nous souhaitons rapidement en augmenter le financement. Nous savons les difficultés récentes et nous travaillerons immédiatement à leurs résolutions. Nous sommes par ailleurs tout à fait ouvert à la question de la création du CASC

si cela est une demande des agents communaux. Nous sommes très attachés aux œuvres culturelles, sociales et touristiques dont pourraient bénéficier les Lilasiens, il est essentiel d'utiliser les outils à notre disposition pour les agents communaux.

Sur la question des rythmes scolaires, les Lilas Autrement s'engagent pour l'éducation de nos enfants. Nous sommes porteurs d'une vision émancipatrice de l'école de la République. Les rythmes de nos enfants, l'accompagnement scolaire et péri scolaire, doivent être adaptés à leurs besoins et ainsi porter les conditions de leur émancipation. Aussi, si une école adaptée est nécessaire, nous ne pouvons accepter une réforme qui ne garantirait pas un enseignement égal pour toutes et tous sur le territoire.

A ce titre, nous sommes favorables au projet porté par la communauté éducative des Lilas qui vise à ne pas appliquer la réforme des rythmes scolaires telle qu'elle est portée aujourd'hui. Sa mobilisation, y compris par les grèves de la rentrée, a permis d'aboutir à un projet éducatif qui convienne à tous. Si le gouvernement et le ministère devaient persister dans le refus de son application, nous mettrions en œuvre tout les moyens nécessaires, y compris la désobéissance, pour respecter les choix de la communauté éducative. La concertation ne suffit pas. La démocratie impose de respecter les choix faits par les citoyens lorsqu'ils sont l'aboutissement d'une telle démarche.

Nous vous invitons également, à titre informatif, à lire nos positions sur les finances de la ville et les services publics. Nous considérons qu'ils font partie de la réponse que nous souhaitons vous adresser.

Fraternellement,

Les Lilas Autrement

ANNEXE

Finances, services aux habitants et économie

Pour offrir des services aux habitants et atténuer les effets de la crise économique et sociale que connaît notre pays et tout particulièrement notre département, il faut des moyens. Disons le tout net : **les réductions budgétaires drastiques imposées aujourd'hui aux collectivités territoriales par le gouvernement, au nom de la réduction des déficits, ne peuvent que nuire à la nécessité de mieux protéger nos citoyens**, notamment les plus pauvres.

Que ferions nous sans centres de santé, sans écoles, sans crèches, sans équipements sportifs et culturels, sans logements sociaux, sans parcs ? Et comment pourrions nous nous passer de personnels pour animer ces services publics, nettoyer nos rues, ramasser nos ordures, répondre aux difficultés des plus précaires, éduquer, soigner et protéger nos enfants comme nos seniors ?

Aux Lilas comme dans nombre de communes, il devient de plus en plus difficile de boucler le budget communal, avec des compétences transférées par l'Etat se multipliant et s'alourdisant... Les ressources de notre ville sont issues pour 70 % des impôts locaux, 10 % de la participation des usagers et 20% environ des dotations de l'Etat, seulement 7 millions d'€ sur un total de 35 millions. La baisse de ces dotations annoncées pour les Lilas en 2014 sera de l'ordre d'un million et devrait se poursuivre sur plusieurs années dans l'attente d'un retour de croissance de plus en plus illusoire !

Pendant le dernier mandat, la réduction de la dette a pris le pas sur les investissements, et notre municipalité a tenté de conserver un service public équivalent en réduisant les dépenses de fonctionnement de 3 % /an.

Or nous devons investir de nouveau dans les logements, les écoles, les crèches... mais nous avons aussi besoin de personnel pour les faire fonctionner. Les besoins en équipements s'accroissent, la population rajeunit et augmente, les besoins sociaux ou ceux de prévention (santé, jeunesse, chômeurs) progressent. En ces temps de crise, une baisse des dépenses de fonctionnement ou d'investissements de notre commune serait contre-productive.

Dépenser pour l'éducation, la santé, la protection, l'accompagnement économique, c'est préparer le monde de demain, s'adapter aux changements, notamment aux conséquences du changement climatique. Sobriété dans nos usages de consommation, mais investissement dans l'humain pour une société qui devra renouer avec une solidarité de proximité.

Cela passe par le développement de structures économiques locales, fondées sur la coopération entre les habitants, de services de proximité créateurs d'emplois non délocalisables. Cette mutation ne peut se faire sans un accompagnement des services territoriaux. C'est pourquoi investir sur le long terme, y compris en ayant recours à l'emprunt, nous semble la seule voie pour desserrer l'étau sur nos populations.

Services publics, notre bien commun

Jamais les services publics n'ont été autant nécessaires. Pourtant, ils ne cessent d'être attaqués par les directives libérales européennes, les politiques d'austérité et de privatisations. Il faut déconstruire l'idée imposée par l'idéologie libérale selon laquelle le service public serait moins performant et plus coûteux que l'entreprise privée. Nous voulons engager le développement des services publics de proximité en **stoppant les recours au marché et les partenariats publics-privés et en remunicipalisant** ce qui a été privatisé.

Pour sortir de la logique de privatisation de nos vies/villes, nous devrons reprendre sous maîtrise publique :

- ***La politique de l'alimentation communale avec la création d'une cuisine en régie publique afin de contrôler à 100% ce que l'on met dans l'assiette, décider des circuits d'approvisionnement, favoriser les produits sains, frais, saisonnier, investir dans des infrastructures publiques au service de la population, des usagers, des producteurs, des travailleurs qui doivent être justement rémunérés de leur travail, et non soutenir les intérêts privés de quelques actionnaires.***

Eau : Une régie publique avec et pour les citoyen-nes-s

L'eau de doit pas être une source de profit. L'eau est une véritable richesse collective, elle est un droit universel qui doit échapper aux intérêts marchands.

- Création d'une régie publique de l'eau au niveau intercommunal
- Rendre gratuits les premiers mètres cubes d'eau nécessaires à la vie et taxer les mésusages
- Récupérer l'eau de pluie dans des citernes pour l'entretien de jardins partagés de proximité.
- S'opposer à toute exploitation et recherche sur les gaz de schiste pour protéger les ressources en eau potable sur la région Ile-de-France.

Education, une priorité

Les Lilas Autrement s'engagent pour l'éducation de nos enfants. Nous sommes porteurs d'une vision émancipatrice de l'école de la République. Les rythmes de nos enfants, l'accompagnement scolaire et péri scolaire, doivent être adaptés à leurs besoins et ainsi porter les conditions de leur émancipation. Aussi, si une école adaptée est nécessaire, nous ne pouvons accepter une réforme qui ne garantirait pas un enseignement égal pour toutes et tous sur le territoire.

A ce titre, nous sommes favorables au projet porté par la communauté éducative des Lilas qui vise à ne pas appliquer la réforme des rythmes scolaires telle qu'elle est portée aujourd'hui. Sa mobilisation, y compris par les grèves de la rentrée, a permis d'aboutir à un projet éducatif qui convienne à tous. Si le gouvernement et le ministère devaient persister dans le refus de son application, nous mettrions en œuvre tout les moyens nécessaires, y compris la désobéissance, pour respecter les choix de la communauté éducative. La concertation ne suffit pas. La démocratie impose de respecter les choix faits par les citoyens lorsqu'ils sont l'aboutissement d'une telle démarche.

- Reconstruction de l'école Courcoux d'autant plus urgent qu'il faut la désamianter
- Crédit de postes d'ATSEM suffisants pour l'encadrement de nos enfants
- Refonte des tarifs de cantines et application d'une meilleure progressivité des tarifs pour plus de justice sociale.
- Mise en place de coopératives de fournitures scolaires pour faire baisser les dépenses des familles en chaque début d'année et améliorer l'accès réel à l'école.
- Re-municipaliser le nettoyage des écoles. Sa privatisation est inacceptable en terme de précarisation de l'emploi et inefficace en ce qui concerne l'entretien des écoles, notamment des besoins en journée.

- Equiper les écoles en mobilier, fournitures scolaires et équipements informatiques nécessaires.
- Equiper les postes informatiques des écoles et des collèges en systèmes d'exploitation et/ou de logiciels libres.
- Coopération avec les villes d'Est ensemble pour mutualiser les centres de vacances pour permettre des classes transplantées au plus grand nombre d'enfants.
- Favoriser les projets d'éducation à l'environnement, avec l'appui d'animateurs périscolaires dûment formés, de structures associatives locales, etc., et la mise à disposition de parcelles à cultiver dans ou à proximité des écoles.
- Soulager les familles et aider les enfants en difficulté scolaire en développant la politique d'aide aux devoirs.
- L'argent public à l'école publique, nous sommes contre les financements aux écoles privées. Aux Lilas il s'agira de respecter les obligations légales, pas plus.
- La Municipalité négociera avec le Conseil Général la construction d'un nouveau collège aux Lilas. Le Collège Marie Curie est aujourd'hui en sur effectif. Face à la situation démographique, un nouveau collège est une priorité.
- Opposition aux mesures de réduction des dotations horaires et des politiques de diminution des effectifs des enseignants.

Petite enfance : Etendre l'offre de garde collective sur la commune

- Objectif de couvrir 50% des demandes d'accueil de la petite enfance sur la mandature. Aujourd'hui, seulement 25% des places en crèches sont satisfaites.
- Construction d'une nouvelle crèche aux Lilas.
- Etude pour le développement d'un système de crèche familiale
- Soutien au développement d'un projet de crèche associative
- Mise en place d'un système d'équité pour les demandes en crèches avec la réforme du système des « 3 candidatures maximum », la transparence des critères de sélections et des motivations de refus ainsi que l'introduction de l'anonymat des dossiers déposés.
- Travaux avec les Assistantes Maternelles pour l'amélioration des moyens à disposition.

Santé : Oui aux services de proximité

- Garantir la stabilité des tarifs du Centre de Santé.
- Développer l'offre de soin pédiatrique aux Lilas au Centre de Santé.
- Création d'un poste d'assistante sociale municipale.
- La maternité des Lilas aux Lilas !

Solidarités : Les Lilas ville de toutes les solidarités

- Soutien au développement d'une permanence anonyme pour les femmes battues.
- Soutien à la création d'un réseau de commerces de proximité solidaires accessibles aux plus démunis pour les biens de premières nécessités. La Mairie pourra notamment faciliter leur implantation en réservant des lieux de commerces en centre ville. Nous souhaitons notamment favoriser la création d'un restaurant solidaire et soutenir le développement de l'épicerie solidaire.
- Dans le cadre d'un accord de coopération intercommunal, développement de vacances solidaires en été et en hiver, proposées par la mairie, accessibles en fonction du quotient familial et gratuites pour les plus démunis.
- Nos seniors sont notre mémoire. L'Education Populaire et citoyenne valorise les connaissances des citoyens et les met au service de la communauté. Nos proposons de

créer des moments d'échanges et de connaissances entre les seniors et les enfants des Lilas. Nous pouvons nous appuyer notamment sur le club des Hortensias pour en faire aussi un lieu de liens, de communication et d'éducation populaire intergénérationnel.

- Développer le soutien aux associations de jeunesse pour en finir avec la sélection aux inscriptions en début d'année du « premier arrivé – premier servi ».
- Nous soutiendrons des projets internationaux de solidarités et d'échanges (chantier, jumelage), notamment via le service jeunesse.
- Afin de favoriser l'intégration sociale des adultes étrangers, nous mettrons en place des formations linguistiques de Français langue étrangère (FLE) et d'alphabétisation.